

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 264
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
8 au 21 avril 1978

Décrispation et pluralisme pour renforcer l'austérité

S'il fallait une preuve de la convergence réelle et profonde qu'étaient parvenues à voiler majorité et opposition dans les « redoutables » joutes verbales de la campagne électorale, on la trouverait dans l'extrême

Et voilà que le défilé des consultants, inhabituel pour les mœurs politiques de la V^e république, mais désormais coutumier dans les démocraties voisines, latines aussi bien qu'anglo-saxonnes, s'accompagne d'une avalanche de révélations brutales de vérités jusqu'ici lâchées seulement du bout des lèvres.

C'est ainsi que la classe ouvrière éberluée peut entendre avouer que les confédérations syndicales qui parlent pourtant de « lutte de classe » — mais c'est pour le parterre ! — ont toujours été favorables à la politique contractuelle et que c'est la faute du gouvernement si cette dernière n'a pas marché jusqu'ici.

« Nous croyons beaucoup à la nécessité d'organiser un tissu serré de négociations, déclare Jacques Moreau de la CFDT à L'Unité du 31-3-78. Mais il est hors de question d'accepter une politique contractuelle définie en dehors de nous, dont le seul but serait d'avaliser la politique patronale ou gouvernementale ». Ah ça mais !

Quant à Ségué, voici ce qu'il a affirmé sur le perron de l'Elysée : « La prérogative première, fondamentale d'une organisation syndicale c'est [non pas d'organiser la lutte économique, grands dieux, mais] de négocier. Il se trouve que depuis

empressement avec lequel les matamores des partis de gauche et des syndicats viennent de se rendre à l'Elysée, au premier signe de son locataire.

plusieurs années et notamment depuis l'institution du plan Barre, les relations sociales se sont stérilisées. Nous avons répondu à l'invitation du président de la République pour tenter de revitaliser les négociations sociales. Nous nous y emploierons de façon constructive » (L'Humanité du 31-3-78). Et pour les prolétaires qui ont besoin qu'on leur mette les points sur les i, cette terreur du tapis vert a ajouté : « Dans cette perspective, nous inscrivons quatre grandes revendications », etc., à savoir les salaires, les conditions de travail, l'emploi, les droits syndicaux... « Dans cette perspective », et dans nulle autre, surtout pas dans celle de la lutte de classe directe, il va sans dire !

Le plus significatif, c'est que ces déclarations d'amour contractuel viennent juste au moment où la bourgeoisie s'apprête à donner un tour de vis supplémentaire. En effet, le programme économique du « nouveau » gouvernement Barre — nouveau surtout par les consultations dont il s'entoure — est le suivant :

Restructuration à outrance et, cette fois, les sourires électoraux n'étant plus nécessaires, plus de pitié pour les « canards boiteux » de l'économie, c'est-à-dire les entreprises les plus faibles ! En même

DANS CE NUMERO

- Origines et idéologie des Brigades Rouges
- Abstentionnisme communiste et indifférentisme ultra-gauche (2)
- Le Parti dans la tradition marxiste
- C'est le capitalisme qui pollue !

temps, réduction draconienne des coûts salariaux par la diminution des charges sociales et l'augmentation brutale de la productivité du travail. « Liberté des prix » à l'intérieur de manière à compenser plus aisément la politique de bas prix à l'extérieur. Tout cela afin de maintenir l'augmentation des prix en-deçà de celle des concurrents sur le marché mondial. Parallèlement, baisse du salaire réel afin de « restaurer les marges » et de dégager les capitaux nécessaires aux investissements rendus indispensables par le « redéploiement industriel ».

(suite page 2)

Contre l'intervention des casques bleus au Sud-Liban !

En 1946, la France devait quitter le Liban et la Syrie. La guerre impérialiste avait permis à ces pays d'obtenir l'indépendance, la pression des « grands » aidant. En 1956, la tentative franco-anglaise de défendre les intérêts européens à Suez s'est heurtée au mur russo-américain. Mais, depuis la guerre de 1967, l'impérialisme français cherche désespérément à remettre un pied dans cette zone, où ses intérêts lui dictent une attitude assez critique vis-à-vis des revendications d'Israël, bien qu'il apprécie son rôle inestimable de gendarme.

En 1976, Giscard avait lancé l'idée d'envoyer un corps expéditionnaire français, soi-disant pour préserver l'unité du Liban. C'est fait aujourd'hui : 600 parachutistes, les mêmes mercenaires qui ont forgé leurs traditions dans la persécution des Africains d'Afrique noire et du Maghreb, en Algérie comme au Cameroun, au Tchad, etc., ont troqué leur béret rouge pour le casque bleu des « défenseurs de la paix ». Mais leur tâche de « pacification » est en réalité de même nature que par le passé.

Les trouble-fête, au Liban, ce sont les Palestiniens. Tout le monde est d'accord pour les éliminer. C'est pourquoi Israël a pu mener son opération, qui s'est traduite par la création de 160.000 nouveaux réfugiés, sans que personne ne bouge le petit doigt. Même Abou Ayad, dirigeant du Fatah, a dû parler au début du « lâchage » des « frères arabes » (voir le Monde du 22-03-78). Ce qui a embarrassé tout le monde, c'est uniquement qu'Israël ait profité de la légitimité contre-révolutionnaire de son opération pour étendre son influence jusqu'au Liban, ce qui, à terme, gêne les plans des différents impérialismes en train de concocter une « solution » (suite page 4)

programme communiste

N° 76 (mars 78)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain.
- L'Afrique, proie des impérialismes : — Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique. — La lutte pour les marchés africains
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale : De la crise de 1923-1924 à celle de 1925-1926.
- Fastes de la domination impérialiste. Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? — Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
- Notes de lecture. Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus.

REUNIONS PUBLIQUES

- A LILLE
Vendredi 21 avril, 20 h 30,
Maison de l'éducation permanente,
1, place G.-Lyon
- A AMIENS
Mercredi 26 avril, 20 h 30,
Salles Dewailly,
place Louis-Dewailly

Place à la lutte ouverte

Origines et idéologie des Brigades Rouges

militaire, comme une organisation clandestine dont le seul rôle est de frapper et de fuir. Les origines et l'idéologie des Brigades Rouges doivent être recherchées dans le mouvement contestataire de 1968, d'où proviennent également ces mêmes groupes gauchistes qui aboient aujourd'hui hystériquement contre le terrorisme, à l'unisson avec la bourgeoisie et le réformisme.

Le contenu idéologique des contestataires de 1968 avait en substance ce fond commun : lutte contre la gestion bureaucratique « par en haut » de l'Etat et de ses institutions (comme l'Université) ; lutte contre les rapports autoritaires dans la société en général. En d'autres termes, ce fond commun était le **démocratisme**.

Se heurtant à la dure réalité d'un Etat et d'une société toujours plus totalitaires, le « Mouvement » de 1968 a éclaté en deux grandes tendances opposées, mais qui ne sont, toutes deux, que son aboutissement naturel. D'un côté, il a été poussé à abandonner ses positions contestataires vis-à-vis du réformisme et a fini par prôner l'idée qu'on pouvait le « récupérer » pour la cause de la révolution, ce qui se traduit dans les faits par un suivisme honteux à l'égard des partis réformistes. De l'autre côté, il s'est développé en anti-autoritarisme de type terroriste. Nous rappellerons ici les principales étapes de cette partie de la trajectoire du « mouvement », celle qui a produit en particulier les Brigades Rouges.

Le point de départ est, bien sûr, le mouvement universitaire de 68, où le gauchisme puise ses racines. La théorie de l'« Université Négative », lancée par le courant de Curcio, le chef des BR, est typique de l'idéologie sévissant à l'époque : « Répression et violence sont le tissu conjonctif de notre société. Mais nous formulons comme hypothèse

générale qu'il existe encore une possibilité concrète d'un renversement radical du système capitaliste arrivé à maturité, grâce à de nouvelles formes de lutte de classe interne et externe (nationale et internationale) et lançons l'idée d'une Université Négative qui réaffirme, au sein des universités officielles mais en opposition à elles, le besoin d'une pensée théorique, critique et dialectique, qui dénonce ce que les mercenaires de la parole appellent « la raison », et qui jette les bases d'un travail politique créateur, antagoniste et alternatif » (*).

L'idée était en somme d'utiliser la « science » et la « culture » de façon « contestataire », en imposant sa propre « culture » (et peu importe ici de qui : des étudiants en général, des « masses », du marxisme ?) au sein même des structures officielles. Parallèlement, le courant de l'« Université Négative » se proposait de « soustraire au flux technocratique des forces antagonistes potentielles [...], afin de les placer de façon non épisodique aux côtés des autres forces antagonistes de notre société ». En clair : lier les étudiants à la force révolutionnaire du prolétariat. Mais ce problème — véritable casse-tête pour le spontanéisme gauchiste — sera mis au premier plan surtout avec les grandes luttes ouvrières de l'« automne chaud », en 1969.

C'est la phase des CUB (Comités Unitaires de Base), auxquels participent aussi les futurs membres des Brigades Rouges, qui ne se sont pas encore détachés de l'ensemble du « Mouvement ». L'analyse qui est celle du « Collectif Politique Métropolitain » de Milan, auxquels ils participent, est caractéristique : « Dans le moment politique actuel, le mouvement spontané des masses, même s'il se situe à des niveaux différents de conscience, d'organisation et de pénétration, tend à poser le problème de ses besoins réels en dehors des schémas imposés par les organisations

dans les limites du syndicalisme, du révisionisme, et de leurs prolongements ouvriéristes et économistes, et se présente comme une lutte de classe pour le pouvoir. La nouvelle situation internationale, l'explosion du mouvement étudiant, l'approfondissement des contradictions internes aux structures nationales et internationales du capital ont permis-provoqué l'enracinement d'avant-gardes au sein du mouvement de masse. Il s'agit d'un phénomène encore limité, mais qui tend à se développer. »

Une citation comme celle-ci est significative par son clair contenu spontanéiste : on transforme l'existence de réactions ouvrières à l'emprise des directions réformistes en mouvement politique de « lutte pour le pouvoir » ; on attribue à la classe la capacité d'arriver spontanément — fût-ce avec « différents niveaux de conscience » — à la rupture politique révolutionnaire d'avec l'opportunistisme.

Dans ce cadre s'inscrivent aussi bien la théorie du « geste exemplaire » déjà critiquée par Lénine dans *Que Faire ?* que l'idée des BR selon laquelle, la lutte étant de toute façon en cours, même si on ne la voit pas clairement, la cible désignée par la minorité terroriste (le chef d'entreprise ou le premier ministre) n'est qu'un des objectifs d'une vaste bataille, une pièce d'un programme naissant spontanément de la masse en mouvement. La conception du « parti combattant » dans la version des BR est le développement d'une telle vision spontanéiste : organisation conçue exclusivement comme une avant-garde traditionnelle du mouvement ouvrier. La lutte de classe ne peut plus être contenue

(suite page 4)

(* Les citations sont extraites de BR : imputazione banda armata, Garzanti, 1977.

Décrispation et pluralisme

(suite de la page 1)

Toute cette politique n'a qu'un but : assurer l'agressivité économique du capitalisme national dans la guerre commerciale en cours. Et c'est un objectif semblable qu'ont en commun la majorité et l'opposition dans tous les pays et dont les conséquences sont également les mêmes dans tous les pays pour la classe ouvrière : austérité accrue, salaires plus bas, travail plus dur et, en même temps, davantage de chômage (*).

« Que reste-t-il dans tout cela pour une ouverture sociale ? Peu de chose en vérité » commente *Le Monde* du 30-3-78. Mais, en réalité, l'objectif de l'« ouverture sociale » n'est pas de soulager la classe ouvrière. Elle est plutôt de connaître, grâce à la collaboration des syndicats, les limites dans lesquelles on peut écorcher les prolétaires sans le désagrément de réactions brutales, avant même de pouvoir obtenir, dans une situation plus avancée — mais qui ne peut pas ne pas venir —, comme en Espagne, en Italie ou en Angleterre, la collaboration ouverte des dirigeants réformistes pour imposer des mesures d'austérité.

La « revitalisation de la négociation » est d'autant plus urgente que « la situation a atteint un point d'exceptionnelle gravité » aux dires de Moreau (encore « L'Unité » du 31-3-78) qui tire la sonnette d'alarme : « Nos militants nous le rapportent : le phénomène de ras-le-bol est très répandu ! La situation est d'autant plus préoccupante en effet qu'on ne peut refaire dans l'immédiat le coup du programme commun et du « scrutin historique » !

En faut-il davantage pour comprendre le sens de la volonté de « décrisper les relations sociales » affichée par Maire, volonté d'ailleurs partagée par le patronat depuis son congrès de l'automne dernier ? *L'Economist* de Londres du 1-4-78 parle d'expérience lorsqu'il juge le fameux « troisième tour social » qui s'engage : « ainsi, même si les négociations échouent, il y a peu de chance qu'il y ait une tempête ouvrière avant l'automne ». Et gare aux gauchistes et autres basistes qui ne voudraient pas le comprendre et que menace l'exclusion des syndicats avant même la répression patronale et policière !

★

Le fait que de nouvelles élections ne soient pas proches et que, selon les ter-

mes de Maire, « l'heure soit à l'action syndicale » — ce qui, comme tout le monde l'a compris, veut dire que l'heure est au café-cognac entre deux dossiers — n'exclut nullement l'« ouverture politique », bien au contraire.

Tandis que la majorité se demande comment collaborer avec l'opposition, le PS lui tend la perche. Certes, écrit Claude Estier dans *L'Unité* (toujours le même numéro !), « à la majorité de gouverner, à l'opposition d'exercer son droit de critique et de proposition », car il faut bien maintenir la possibilité d'« alternance » sans laquelle la démocratie ne serait même plus la feuille de vigne dont le totalitarisme capitaliste se sert pour cacher son obscène nudité. Cependant, « les rôles de chacun étant ainsi nettement rappelés, sans confusion possible, il est effectivement souhaitable que les rapports entre les uns et les autres ne soient plus ce qu'ils ont été depuis le début de la V^e République ».

Et Mitterrand d'ajouter, dans sa déclaration du 28-3-78 que si les socialistes continuent de critiquer la politique du gouvernement, ils « restent disponibles pour apporter leur contribution à toute entreprise utile à l'indépendance nationale, à la construction de la paix et à la présence de la France dans le monde », comme ils ne se sont pas privés de l'être ces dernières années, notamment en Afrique. Naturellement, majorité et opposition ne pourraient pas même se payer le luxe d'un semblant de divergence s'ils n'œuvraient la main dans la main pour la défense du gâteau impérialiste qui les fait vivre tous !

Le PCF de son côté, ne réclame pas seulement ce que la majorité a déjà proposé d'accorder, notamment des responsabilités à l'opposition dans des commissions parlementaires et des consultations. Il en rajoute, il théorise !

Après avoir rappelé, pour qui en douterait encore, que le PCF est « un parti intégré dans la réalité nationale » — ce qui pour les marxistes ne peut signifier autre chose qu'un parti soumis aux impératifs du capital national —, Léo Lorenzi affirme, dans un article de *France Nouvelle* du 3-4-78, significativement intitulé « Consensus » que, « pour le pluralisme et sa réelle expression, les communistes sont preneurs ! » et il explique : « Puisque M. Giscard d'Estaing se plaît à mettre en évidence le besoin d'unité, notre conviction est grande que les Français de

« gauche » et de « droite » se retrouveront à partir de l'acquis actuel dans le respect de leurs différences et un pluralisme enrichissant — ce ne sera pas aisé et ne se fera pas en un jour — grâce à une politique française et démocratique. A cette condition seulement. Alors vérité politique et vérité sociologique se trouveront en meilleure concordance. Les notions de droite et de gauche, sans perdre leur sens, perdront leurs oppositions. C'est ce qu'ambitionne pour le pays le PCF en proposant l'union du peuple de France. A ce vaste rassemblement, quelle appellation les Français donneront-ils alors ? Qu'importe. Il sera en tout cas celui des Français retrouvés avec eux-mêmes ».

Cela vaut bien le « compromis historique » du cousin d'Italie ou la « réconciliation nationale » du cousin d'Espagne, non ? De quoi se plaignent donc les prétendus opposants dans le PCF, eux qui accusent leur parti d'avoir « raté le tournant de l'eurocommunisme » ? Il y a de nombreuses raisons qui expliquent que le parti français soit en retard sur ses voisins. Ne serait-ce que le fait que la crise économique est plus avancée en Italie et en Espagne, qu'elle soumet par conséquent l'ensemble des forces politiques à des tensions plus fortes et révèle ainsi plus crûment les tendances profondes de leur trajectoire. Le PCF a peut-être emprunté une voie plus tortueuse, plus chaotique, mais cahin-caha, il suit la même que celle dont ces « opposants » sont les méprisables éclaireurs.

★

Cette voie, elle part de la prétention — déjà ancienne ! — à atténuer les oppositions de classe et à concilier leurs intérêts sur l'autel des nations concurrentes et ennemies, ce qui a déjà conduit la classe prolétarienne à participer à deux boucheries impérialistes.

A l'heure de la concentration la plus gigantesque du capital financier, de sa fusion toujours plus étroite avec l'Etat, de sa domination toujours plus totalitaire sur l'ensemble de la vie nationale et de l'oppression chaque jour plus démentielle qu'il entraîne de la part des nations plus grandes sur les plus petites, cette voie conduit à l'interpénétration toujours plus poussée des méthodes de domination bourgeoise, à l'osmose chaque jour plus évidente entre fascisme et démocratie, entre réformisme et libéra-

lisme, entre majorité et opposition, entre tous les partis de l'arc-en-ciel bourgeois dont l'identité des principes devient chaque jour plus lumineuse et dont les gammes de méthodes de conservation sociale se complètent, s'épaulent, s'entremêlent en se dépassant mutuellement.

Cette symbiose est d'autant plus grande qu'elle est aiguillonnée par la faillite même de l'objectif qu'elle prétend réaliser : l'atténuation des antagonismes sociaux. Au contraire ces derniers sont chaque jour plus énormes et potentiellement plus terrifiants. Au point que la seule menace aujourd'hui, ne disons même pas de la lutte prolétarienne — qui tarde encore à venir — mais seulement de l'éclatement de tendance centrifuges secondaires ou périphériques, suffit à souder toutes ces forces comme ce fut le cas dans l'Espagne de février 77 ou dans l'Allemagne d'octobre de la même année, ou encore dans l'Italie de mars 78, en un même faisceau pour épauler l'Etat. L'Etat bourgeois, cette forteresse derrière laquelle voudraient bien dormir tranquilles sur leurs privilèges les cohortes des repus et la foule de leurs larbins, l'Etat bourgeois, la violence capitaliste centralisée, la terreur officielle dont la forme suprême prétend s'appuyer — avec la démocratie — sur le consentement de l'exploité !

Cette tendance, c'est la tendance profonde du totalitarisme capitaliste, et les efforts de dédoublement pluraliste dont la bourgeoisie est capable et qu'elle s'efforcera encore de produire à l'heure de la reprise de classe ne pourront pas la contredire et par conséquent ne pourront être interprétés comme un recul qui donnerait plus de liberté de mouvement à la classe.

Le Parti Communiste ne peut opposer à l'évolution centralisatrice et terroriste du capitalisme un illusoire retour au libéralisme, mais seulement proposer la dictature prolétarienne, ouverte, antipluraliste, antidémocratique, qui seule peut ouvrir la voie du communisme.

(*) Selon les Echos du 30-3-78, « les scénarios [des « experts du plan »] aboutissent tous à une forte augmentation du nombre des chômeurs en France au cours de la période 1978-1983 : elle varie entre 460.000 et 590.000 personnes en cinq ans », et ce journal conclut : « le « retour au plein emploi » est, hélas !, devenu un rêve ».

A propos de l'« ouverture sociale »

Un beau marché de dupes !

Sous le nom d'« ouverture », les syndicats et la bourgeoisie sont donc en train de cuisiner la sauce à laquelle les prolétaires continueront, espèrent-ils, de se laisser manger, selon les proportions usuelles : intérêts du capital d'abord, puis saupoudrage de « concessions » infimes et verbiage démagogique pour lier le tout.

On a fait un grand battage autour des projets d'augmentation du SMIC : en cédant sans combat sur la question des délais, les syndicats, CFDT en tête (qui parle des 2.400 F dans... deux ans !), ont fait au patronat la concession essentielle. Ils lui ont donné, outre la possibilité de lanterner les ouvriers excédés avec un « calendrier de négociations », la souplesse de manœuvre, la possibilité de moduler au gré de ses propres besoins économiques et politiques les quelques miettes qu'elle pourra accorder. Cette souplesse est astucieusement accrue par la nouvelle struc-

ture envisagée pour ce salaire minimum : il serait composé d'un fixe et d'une « prime distribuée une ou deux fois par an » (*Le Nouvel Economiste*, 3 avril 1978)... ou pas du tout, on s'en doute, si les « besoins de l'économie » exigent ce sacrifice (c'est l'avantage de ce système « à tiroirs » comme on l'a vu par exemple l'an dernier à la Caisse des Dépôts).

Même souplesse sur la question du temps de travail : comme nous l'avons montré dans le précédent numéro du journal, la démagogie des « réformes qualitatives » et du libre choix des horaires par les travailleurs — et dans le « cadre annuel » qui plus est — masque la liberté donnée au patronat de moduler le chômage partiel et de dépasser plus facilement, si besoin est, les limites de la journée et de la semaine de travail.

Quant à l'administration du chômage, c'est une réduction qu'on propose pour les fameux 90 % — dont la création, concernant déjà

une toute petite minorité avait été si bruyamment vantée —, en échange de vagues promesses d'indemnités supplémentaires pour les jeunes et ceux qui retrouvent un emploi moins payé : un ferment de division de plus n'est pas un bénéfice négligeable pour le patronat...

De plus, le CNPF exige en échange de ces pseudo-concessions, la liberté des prix pour les entreprises (au détriment de qui, sinon des travailleurs dont le salaire, lui, sera toujours comprimé ?), et une « réduction des charges » qui se traduira vraisemblablement par un alourdissement des cotisations de Sécurité sociale pour les salariés ainsi que par une diminution des prestations...

Un beau marché de dupes ! Les prolétaires ne doivent pas attendre les résultats d'aussi mirifiques négociations et reprendre sans tarder leurs armes de classe.

La marée noire en Bretagne

C'est le capitalisme qui pollue

Il n'est pas besoin d'être révolutionnaire pour reconnaître et dénoncer le responsable de la énième marée noire qui ravage aujourd'hui la Bretagne, puisque même les bourgeois sont capables d'avouer que ce responsable, c'est la course effrénée au profit. C'est pour augmenter le profit que les pétroliers géants sont trop fragiles et insuffisamment équipés ; c'est la course au profit qui les fait passer trop près des côtes ; c'est la lutte pour le profit qui entraîne les marchandages sur le prix de remorquage... Comble de cynisme, les opérations de nettoyage et de « dépollution » elles-mêmes permettront à certains de réaliser des profits substantiels.

Mais, contre le gouvernement qui se tranche derrière « le mauvais temps » ou derrière le droit maritime, c'est-à-dire le

respect de la propriété privée, le chœur des écologistes et des réformistes demande à l'Etat et aux Etats de prévenir les catastrophes de ce genre. Certes, à partir du moment où la course au profit met en danger le fonctionnement même de toute la société capitaliste, son administrateur en chef, l'Etat, essaiera de la contrôler et de la réglementer. Mais il est congénitalement incapable de l'empêcher, puisqu'il existe précisément pour assurer les conditions générales de la production capitaliste... c'est-à-dire de la course au profit.

Refuser le « c'est la tempête », et les hypothèses « nous sommes tous solidaires », c'est la moindre des choses. Rendre l'Etat bourgeois responsable des méfaits du capital et exiger réparation, n'est que trop normal. Mais

il est absurde et finalement criminel de revendiquer un capitalisme « propre » et non polluant, aussi absurde et criminel que de revendiquer un capitalisme sans exploitation, sans misère, sans oppression, sans massacres.

Aussi longtemps que le capitalisme existera, il exploitera et opprimer les hommes, et aussi longtemps il dévastera la nature. Le fait que ces dévastations prennent une ampleur croissante permet encore moins qu'on cherche à les empêcher dans le cadre du capitalisme, et pose avec une urgence accrue la nécessité de sa destruction.

C'est avec ce mode de production lui-même qu'il faut en finir. Et pour le détruire, il faut que le prolétariat brise toute solidarité avec le capital et ses organes, et retrouve la voie de sa lutte de classe.

Postiers en lutte

La grève de janvier-février 1978 à Créteil et dans les centres de tri

C'est le titre de la brochure n° 10 parue dans la série « Le Prolétaire ». En reprenant les divers épisodes à travers lesquels a pu se forger l'organisation des travailleurs du centre de tri de Créteil, ainsi que le mouvement qui s'est déroulé de novembre 1977 à février 1978, cette brochure démontre que la préparation des lettres est un atout indispensable dans le combat de la classe ouvrière.

Toutes les sections sont invitées à en assurer une diffusion particulière chez les postiers. Mais il va sans dire que les leçons qu'elle tire ont une portée générale et qu'elle s'adresse à toutes les catégories de prolétaires, pour lesquelles elle doit être un outil de militantisme révolutionnaire.

Lecteurs, sympathisants, passez commande ! Diffusez-la autour de vous !

Prix : 5 F.

Permanence du groupe syndical PTT

Une permanence syndicale à l'intention des postiers est désormais organisée à Paris, un mercredi sur deux, de 15 à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris 13^e, à partir du 12 avril. Les prochaines sont donc prévues le 26 avril, le 10 mai, le 24 mai, et ainsi de suite.

Y sont invités tous les camarades qui veulent discuter de nos positions, mais aussi ceux qui, bien que n'étant pas entièrement d'accord avec nos positions dans la lutte syndicale, sentent malgré tout la nécessité d'un échange d'information sur les luttes des divers centres et services.

Abstentionnisme communiste et indifférentisme ultra-gauche (2)

(Le début de cet article a paru dans Le Prolétaire n° 263.)

★

Nous avons vu que c'est l'éclectisme le plus banal qui se cache — sous couvert de « changement de période » — derrière les prétentions du Courant Communiste International à se réclamer des « apports successifs » du marxisme et de... l'antimarxisme dans la question parlementaire.

Dans la deuxième partie de son article sur « L'abstentionnisme : formule de confusion », *Révolution Internationale* nous livre le fond de sa pensée. Le raisonnement est ici particulièrement intéressant parce que, parti d'un postulat typiquement anarchiste, il aboutit à une conclusion qui renchérit encore sur l'anarchisme en fait d'indifférentisme, puisque ce n'est pas seulement la participation électorale qui est proscrite par principe comme mystificatrice, mais l'abstentionnisme lui-même et, finalement, toute action et toute prise de position actuelles de parti, car seule la lutte finale et générale de la classe « dans sa totalité » mérite l'intérêt des « révolutionnaires ».

Comme il sied bien à la pensée métaphysique, le raisonnement de R.I. emprunte la forme d'un syllogisme : a) « Le terrain électoral est la négation absolue de la classe ouvrière : en effet les ouvriers y sont isolés et mystifiés, enfermés dans l'isolement » ; b) « Or c'est collectivement, dans la lutte, que les prolétaires développent leur conscience de classe » ; c) « C'est donc une utopie, sinon une imposture, que de lancer des mots d'ordre de non participation aux élections » : à bas les anarchistes qui participent « pleinement, à leur manière, au tapage électoral de la bourgeoisie » !

On remarquera que la prémisse, déjà, n'a rien à voir avec le marxisme. Celui-ci dénonce le principe démocratique, qu'il s'exprime dans le mensonge de la « souveraineté populaire », qui prétend concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes, dans celui de l'émancipation de la classe ouvrière par la voie électorale, ou dans le fétichisme de la « démocratie ouvrière ». Mais il ne récusait pas le mécanisme électoral en lui-même. Si l'argument de R.I. (ou plutôt sa phobie de l'« isolement ») avait un sens, il faudrait exclure dans l'absolu de participer non seulement aux élections aux différents degrés de la machine d'Etat bourgeoise, mais à toute consultation électorale, soit organisée par la bourgeoisie (1), soit même par le prolétariat, et il n'y aurait pas de raison non plus d'admettre une dérogation pour toute la période qui mène jusqu'à 1914 : l'« absolu » n'admet pas d'exceptions, et en ce sens l'anarchisme classique est du moins plus cohérent que le néo-anarchisme de R.I. (2).

Mais pourquoi le terrain électoral est-il donc la « négation absolue de la classe ouvrière » ? C'est que, nous dit-on, « la classe ne peut s'exprimer isolément. Le seul choix de classe c'est la lutte à travers laquelle la classe s'affirme et acquiert sa conscience et son organisation ». Car, comme l'affirme la plate-forme du CCI, « la conscience généra-

lisée est la seule garantie de victoire de la révolution, et comme elle est le fruit de l'expérience pratique, l'activité de l'ensemble de la classe est irremplaçable » (3).

Le voilà en effet le principe des principes, qui court comme un leitmotiv dans les incantations de R.I., et qui est bien caractéristique d'une vision idéaliste, inventée de toutes pièces, de la révolution et aussi de la classe. Prétendre faire de la « conscience généralisée » et même de l'« activité de l'ensemble de la classe » le préalable de la révolution, c'est rendre cette dernière tout simplement impossible.

C'est la rendre impossible, parce que la classe n'est pas, précisément, une entité mythique, un « ensemble » homogène de « consciences » individuelles potentiellement équivalentes, mais une réalité sociale vivante, hétérogène, avec des couches plus ou moins avancées ou arriérées, et qui s'organise dans des partis. Il y avait aussi des prolétaires dans l'armée de Thiers, dans les corps francs de Noske, dans les armées blanches en Russie, et il en sera toujours de même. Comme le dit un texte classique de la Gauche,

Parlementarisme et « délégation de pouvoir »

L'idéalisme — qu'il soit social-démocrate, anarchiste ou ultra-gauche — a une vision statique de la classe, le marxisme une vision dynamique. Le premier fait de la révolution une question d'idées, le second une question de heurt physique entre des classes, une question de force, et par conséquent DE PARTI. C'est le parti, cette « organisation de forces actives et positives, unies par une doctrine [ce qui est bien plus qu'une vague « conscience »] et par un but », qui lutte pour conquérir des couches toujours plus larges de prolétaires aux principes qui sont ceux du marxisme (et qu'il ne saurait soumettre à aucune... consultation majoritaire), donne à l'action de la classe son unité contre la force organisée et unitaire de la bourgeoisie. Qu'ont montré les révolutions du passé, victorieuses ou défaites, si ce n'est que c'est précisément le parti (le parti révolutionnaire doué d'une doctrine tranchante, d'une organisation solide et disciplinée, et d'une influence prédominante sur la classe) qui est la condition première de la victoire révolutionnaire ?

Au lieu de voir dans le parti l'organe d'une classe en mouvement, l'idéalisme considère une image « statique et abstraite » de la classe, et, à l'intérieur de celle-ci, un petit noyau qui est vis-à-vis de la classe — dit le CCI — comme la « partie » est par rapport à « tout ». Qu'il ne s'avise surtout pas de la diriger « dans ses luttes au sein du capitalisme et encore moins dans le renversement de celui-ci ou dans l'exercice du pouvoir » : ce serait pécher par substitutionnisme, « privilégier [sic!] le rôle de la minorité révolutionnaire par rapport à l'ensemble de la classe », en entravant « d'autant le chemin de son auto-émancipation » (5). Du diable si ces dissertations sur le tout et la partie ne sont

de 1921 : « Si la conscience des hommes est le résultat et non la cause des caractéristiques du milieu où ils sont contraints de vivre et d'agir, la règle ne sera jamais que l'exploité, l'affamé, le sous-alimenté peuvent se convaincre qu'ils doivent renverser et remplacer l'exploiteur bien nourri et pourvu de toutes les ressources et les capacités. Ceci ne peut être que l'exception ». Précisément, « la démocratie électorale bourgeoise court au-devant de la consultation des masses, car elle sait que la majorité répondra toujours en faveur de la classe privilégiée, et lui délèguera volontairement le droit de gouverner et de perpétuer l'exploitation. Ce n'est pas le fait d'ajouter ou d'enlever du calcul électoral la petite minorité des électeurs bourgeois qui modifiera les rapports. La bourgeoisie gouverne avec la majorité non seulement des citoyens, mais même des seuls travailleurs » (4). C'est pourquoi ce n'est qu'après le renversement du pouvoir bourgeois, que le nouveau pouvoir pourra terminer de conquérir (ou de neutraliser) les grandes masses exploitées, y compris des prolétaires arriérés qu'il n'aura pas été possible de conquérir auparavant.

pas un brillant exemple de soumission pure et simple au principe bourgeois par excellence : le principe démocratique !

On comprend dès lors pourquoi, substituant à la lutte réelle entre des classes l'opposition métaphysique entre tout et partie (ou si l'on préfère, entre « masses » et « chefs », selon les termes chers à Gorter et Pannekoek), le CCI exclut le parlement sous la dictature du prolétariat non pas, comme le fait le marxisme, parce qu'il est un organe spécifique de la domination de classe de la bourgeoisie, mais — comme l'anarchisme et comme la Gauche allemande de 1920 — parce qu'il est une forme typique de « délégation de pouvoir » : le parlementarisme est exclu au même titre que la direction de la dictature par le parti révolutionnaire ! « La dictature du prolétariat est la dictature de la classe elle-même », elle est « inconcevable avec les anciennes [sic] formes de gouvernement par des partis politiques spécialisés [la spécialisation : quelle horreur !]. Elle ne permet donc ni la forme parlementaire, ni la délégation de l'exercice du pouvoir à un [!] parti » (6).

Il en va de même sous le capitalisme. L'« utilisation révolutionnaire du parlementarisme » est critiquée, parce qu'elle « implique [...] une vieille conception du rôle du parti et de sa relation avec la classe. Elle stipule la reproduction par le mouvement ouvrier du type d'organisation propre à la société bourgeoise [sic!] où les classes ne peuvent s'exprimer qu'au travers d'une délégation de pouvoir à des partis politiques » (la bourgeoisie a appris du prolétariat, à qui elle volait ainsi son secret, la nécessité, pour conférer à l'action d'une classe son maximum d'unité et de puissance, du parti unique

dictatorial et centralisé, mais le CCI, qui n'a rien appris du tout, continue — en croyant découvrir des nouveautés — à répéter les fadaïses des anti-autoritaires, dont se moquait déjà le « vieil » Engels !). La nature révolutionnaire de l'action du prolétariat, continue le CCI, « exige l'intervention et la participation directe des grandes masses, décidant et assumant pleinement et à tout moment la responsabilité de leur action. L'électorisme, en mettant l'accent sur l'action des partis, loin de servir de stimulant à l'écllosion des énergies créatrices des masses, freine celles-ci tout en entretenant des illusions et en provoquant la passivité » (7).

Bref, le CCI est contre l'électorisme, parce qu'il est contre le parti. Pas contre tout parti, sans doute : pas contre la secte qui conseille, éclairée et « n'aspire qu'à disparaître », mais contre le parti qui encadre et dirige, c'est-à-dire celui qui est indispensable pour la victoire révolutionnaire, celui contre lequel sont dirigés les coups de la bourgeoisie : celle-ci n'a pas attendu le CCI pour dénoncer et combattre les « meneurs » qui osent pervertir les pauvres ouvriers et les conduire sur la voie de la perdition ! Pas étonnant si, avec ses considérations morales et esthétiques sur la « responsabilité » et les « énergies créatrices » des « masses » adorées, l'idéalisme de gauche rejoint encore une fois le pire opportunisme de droite qui, comme la bourgeoisie, court toujours au-devant de la consultation démocratique des « masses » ouvrières, quand il s'agit de briser une lutte où une avant-garde « minoritaire » serait susceptible de les entraîner.

Toutes les positions politiques du CCI découlent de la même poursuite mythique de la classe « dans sa totalité ». L'abstentionnisme est proscrit au même titre que le participationnisme car il suppose, comme lui, de « reconnaître » un « terrain » où la classe n'agit et ne pense pas comme totalité. Et il n'en va pas autrement dans les autres questions tactiques : l'organisation en syndicats est proscrite (dans la nouvelle « période » évidemment) parce que c'est « l'organisation d'une partie de la classe » ; de même que les luttes de libération nationale parce que « c'est à la seule échelle du monde entier qu'elle peut accomplir sa tâche historique » ; et de même que toutes les luttes partielles, les efforts des prolétaires pour retrouver péniblement, malgré les divisions perpétrées par la bourgeoisie et l'opportunisme, le chemin de la lutte ouverte : celle-ci doit être générale, ou ne pas être !

Enfin, tout à fait logiquement, l'abstentionnisme comme le participationnisme sont proscrits — notamment aujourd'hui — parce qu'il s'agit tout simplement d'indications politiques (8) données à la classe dans une période où il n'existe pas encore d'« activité intense et généralisée » de celle-ci : car si en période révolutionnaire le parti peut, tout au

(suite page 4)

Le Parti dans la tradition marxiste

● Marx

« Dans sa lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe que s'il se constitue en parti politique autonome, qui s'oppose à tous les autres partis constitués des classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et la réalisation de son but final : l'abolition des classes » (Article 7 a des Statuts de l'AIT, 1864).

● Lénine

« Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la construction d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation [...] Or sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes suivis sans défaillance, qui seul mé-

rite le nom de tactique » (Par où commencer, Lénine, Œuvres, t. 5, p. 14).

● Trotsky

« Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs [...] »

« Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche » (Trotsky, Les leçons de la Commune, février 1921).

● La Gauche

« Bien qu'il ne comprenne qu'une partie de la classe, c'est le parti seul qui lui donne son unité d'action et de mouve-

ment, parce qu'il regroupe les éléments qui, dépassant les limites de catégorie et de localité, sentent et représentent la classe.

Ceci éclaire le sens de cette vérité fondamentale : le parti n'est qu'une fraction de la classe. Celui qui, considérant l'image statique et abstraite de la société, y verrait apparaître une zone, la classe, et à l'intérieur de celle-ci un petit noyau, le parti, tomberait facilement dans cette conclusion que toute la partie de la classe — presque toujours la majorité — qui est en dehors du parti pourrait avoir un poids plus grand, un droit plus grand. Mais pour peu que l'on pense que dans cette grande masse les individus n'ont pas encore une conscience et une volonté de classe, qu'ils vivent pour leur propre égoïsme, ou pour la catégorie, ou pour le clocher, ou pour la nation, on verra que pour assurer dans le mouvement historique l'action d'ensemble de la classe, il faut un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot l'encadre ; on verra que le parti est en réalité le noyau vital sans lequel il n'y aurait plus aucune raison de considérer toute la masse restante comme un faisceau de forces.

La classe présuppose le parti, parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire et un but à atteindre dans celle-ci (Parti et classe, 1921).

(1) R.I. met dans le même sac les élections parlementaires et par exemple des référendums qui, pour être organisés par la bourgeoisie, peuvent cependant parfois intéresser, même si c'est de façon limitée, mystifiée, etc., la défense des conditions de vie des ouvriers. Nous aurions commis, paraît-il, un double crime en ne nous désintéressant pas du référendum sur le divorce, en Italie, ou de l'« initiative » anti-immigrés en Suisse. En réalité, en fait de « zigzags », les orientations données par le parti à cette occasion (et d'ailleurs accompagnées d'une vigoureuse dénonciation des illusions électoralistes propagées notamment par la soi-disant extrême gauche) se placent exactement sur la même ligne — fondée non pas sur des a priori métaphysiques, mais sur les besoins de la préparation révolutionnaire et l'analyse des facteurs qui y concourent dans des conditions historiques et concrètes (et oui !) données — que notre tactique abstentionniste dans la question parlementaire. Sur ce point, voir Le Prolétaire n° 174, 181, 204.

(2) La correction que R.I. croit apporter à l'anarchisme avec son fameux « changement de période » n'a rien à voir, comme on l'a vu, avec l'analyse marxiste des cycles du capitalisme puisqu'elle se traduit, non par la définition d'un éventail tactique, aux branches multiples, sans doute, mais fondé sur des principes invariants, mais par la naissance inopinée de principes nouveaux dans l'ère du « capitalisme décadent » : vérité en deçà de 1914, erreur au-delà ! Hier : rien que la réforme, aujourd'hui rien que la révolution ! (Sur ce point, que nous ne développons pas ici, voir Le Prolétaire n° 203.)

(3) Plate-forme du CCI, suppl. à Révolution Internationale n° 25, p. 40.

(4) Parti et classe, dans la brochure du même nom, p. 45.

(5) Plate-forme du CCI, pp. 40-41.

(6) Ibidem, p. 47.

(7) Ibid., pp. 24-25.

(8) Pour notre part, si nous ne nous privons pas de donner certaines indications politiques aux prolétaires, nous ne parlons pas aujourd'hui de « mot d'ordre » d'abstention, tout simplement parce qu'il serait disproportionné avec la réalité de notre influence actuelle et de notre capacité d'organiser aujourd'hui autour de lui des franges autres que microscopiques du prolétariat.

Origines et idéologie des Brigades Rouges

(suite de la page 1)

en lançant une « proclamation ». Par contre, une telle organisation n'assume pas le rôle politique du parti : elle le laisse à la classe, à sa spontanéité.

Les BR font leurs premières apparitions en essayant de sensibiliser la classe ouvrière par des actions qui se rattachent à ses problèmes, et en se posant en « vengeurs » des torts subis par les ouvriers. Leurs objectifs sont ainsi caractérisés, dans un texte du 20-10-1970, par le groupe « Sinistra Proletaria » : « Contre les institutions qui administrent notre exploitation, contre les lois et la justice des patrons, la partie la plus décidée et consciente du prolétariat a déjà commencé à se battre pour construire une nouvelle légalité, un nouveau pouvoir. Pour construire son organisation. Il y en a des exemples : la séquestration et le pilori imposé à Trente par les ouvriers d'Ignis à des fascistes provocateurs qui avaient poignardé un ouvrier ; l'occupation et la défense des maisons occupées, comme seul moyen d'avoir finalement un logement ; l'apparition d'organisations ouvrières autonomes (Brigades Rouges) comme premières phases d'auto-organisation prolétarienne pour combattre les patrons et leurs serviteurs « sur un pied d'égalité », avec les moyens mêmes que ceux-ci emploient contre la classe ouvrière. »

Par la suite, l'objectif principal des BR est de répondre aux tentatives de virage politique à droite. Le 25-4-1971, elles proposent au prolétariat un « grand procès populaire » contre les fascistes, en précisant qu'elles ne veulent

pas être le « bras armé » du mouvement de masse, ni le « dépasser et se substituer » à lui, mais qu'elles veulent seulement œuvrer pour défendre le « peuple contre les attaques réactionnaires répétées » : « L'action de partisans des BR se place aux côtés des mouvements de masse, en rendant possible la défense des prolétaires et la reprise des luttes contre l'exploitation ». A l'automne 1973, lors du kidnapping et du « procès » contre Ettore Amerio, directeur du personnel de FIAT, les Brigades formulent ainsi leur rôle : « Notre action ne fait qu'un avec toutes les composantes du mouvement ouvrier qui travaillent dans le sens de la construction, dans les usines et les quartiers, d'un pouvoir ouvrier et populaire armé réel ».

La même année, l'attitude à l'égard du PCI est résumée dans ces termes : « Le PCI est une grande force démocratique, qui poursuit de façon cohérente une stratégie exactement opposée à la nôtre. Il ne semble ni utile ni important de continuer à l'attaquer avec des rafales de mots. Sur le terrain révolutionnaire, même la lutte idéologique s'appuie sur la capacité de faire vivre dans l'histoire ses propres convictions politiques. Ainsi, nous sommes sûrs qu'au fur et à mesure que la ligne de la résistance, du pouvoir prolétarien et de la lutte armée se consolideront politiquement et organisationnellement au sein du mouvement ouvrier, les éléments communistes qui militent encore dans ce parti et qui croient encore en lui sauront certainement faire leur choix » (Deuxième interview de nous-mêmes, janvier 1973).

Pour les BR, l'opposition à l'opportunisme ne se fait pas au moyen d'un parti, pourvu d'un programme entièrement différent, mais au moyen d'une « ligne stratégique » basée sur deux « activités » : le travail d'organisation clandestin et le travail d'organisation des masses, ce dernier étant « la construction dans les usines et dans les quartiers populaires des articulations de l'Etat prolétarien, un Etat armé qui se prépare à la guerre ». Conception typiquement spontanéiste et gradualiste qui n'est pas corrigée, bien au contraire, lorsque la stratégie se concentre davantage sur l'attaque au « cœur de l'Etat » : le programme politique en vient alors à coïncider, dans le cas limite, avec l'élimination, par la guérilla, du personnel politique bourgeois, laissant le champ libre aux interprétations les plus variées sur la phase successive.

★

De ce rapide survol des principales positions des BR, il saute aux yeux que, malgré leur revendication de la violence et de la lutte armée, elles sont prisonnières d'une conception qui ne rompt pas radicalement avec celle de l'opportunisme classique. En effet, l'idée de créer partout des « contre-pouvoirs » — dans l'université, dans l'usine, dans les quartiers —, de « construire l'Etat prolétarien » sans détruire d'abord l'Etat bourgeois repose, au fond, sur la même base théorique que le vieux réformisme social-démocrate, base qui est commune aussi à un bon nombre de groupes d'extrême gauche : le gradualisme, qui prétend que l'émancipation du prolétariat est le résultat d'un processus de conquêtes (ou de la construction de bastions) dans le cadre de la société et de l'Etat capitalistes.

Il ne suffit pas (même si c'est indispensable) de revendiquer la violence : il n'y aura pas d'émancipation du prolétariat sans insurrection, sans guerre civile menée par la classe ouvrière, sans destruction de l'Etat bourgeois comme premiers pas d'une révolution qui ne pourra vaincre que par l'instauration de la dictature prolétarienne centralisée, internationale, dirigée par le parti de classe.

Et cela ne sera possible que grâce à cet autre grand absent de la conception des BR : le parti combattant, non pas celui préconisé par les BR, mais le vrai, celui qui sur la base du programme communiste lutte dès aujourd'hui sur toute une série de plans — théorique, politique, revendicatif... — et travaille à donner des indications précises à une classe ouvrière qui commence à peine, dans certaines de ses franges, à se dégager de l'emprise de l'opportunisme, en même temps qu'à renforcer sa propre organisation et à se préparer activement à ses tâches. C'est la condition pour pouvoir un jour encadrer et diriger la classe ouvrière sur le terrain de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

Sud-Liban

(suite de la page 1)

globale » dans laquelle Israël ne serait plus le seul facteur d'ordre, puisque désormais la région pullule de gendarmes et de sous-gendarmes.

Ce que les « casques bleus » ont donc commencé à faire, c'est la même chose que ce que font les Israéliens, moins la conquête territoriale. La prétention de l'impérialisme à s'ériger en rempart contre la présence israélienne n'est qu'un prétexte mensonger pour pouvoir arriver aux mêmes fins.

Pendant que l'Amérique cherche à convaincre Israël de l'efficacité de son plan de l'ONU contesté à Tel-Aviv, les casques bleus avancent et délogent les Palestiniens de leurs positions au Sud-Liban, avec la bénédiction de Damas et la collaboration ouverte de l'OLP qui — aux applaudissements de K. Waldheim — a enjoint aux Palestiniens de les laisser faire. Non sans provoquer d'ailleurs une résistance de la base, qui comprend bien le sens de cette opération. Mais pendant ce temps les troupes israéliennes continuent de nettoyer le terrain et d'organiser les milices chrétiennes et chiïtes.

D'ailleurs, la participation française à l'opération de l'ONU a également un intérêt qui dépasse largement cette intervention. Même la très modérée opposition libanaise se plaint du fait que cette intervention n'est pour l'impérialisme français qu'un tremplin pour une présence militaire sur l'ensemble du territoire libanais (cf. Le Monde des 29 et 31-03-78).

C'est un devoir élémentaire pour les communistes révolutionnaires, et c'est l'intérêt de classe du prolétariat qui lutte dans ce pays, de marquer leur solidarité avec la lutte des masses palestiniennes et libanaises contre Israël, les Etats arabes en place et toute la meute des gendarmes impérialistes, en dénonçant la présence des casques bleus au Sud-Liban.

Abstentionnisme communiste

(suite de la page 3)

plus, « influencer » la classe, dans les périodes de recul ou de longue et pénible remontée, il lui est carrément interdit d'influencer ou d'orienter qui que ce soit, mieux : d'exister. Le rôle de l'« organisation des révolutionnaires » (car R.I. admet qu'il en faut bien une !) est alors de « se couper » non pas... de l'opportunisme, mais « d'une classe paralysée et entraînée par la bourgeoisie » (dans son ensemble : ou tout noir ou tout blanc !), en se contentant de « préparer le cadre théorique et programmatique du futur parti prolétarien qui devra nécessairement [...] resurgir dans la prochaine montée de la classe », bref en attendant pieusement le... miracle (9).

Passivité ? Indifférentisme ? Que non, répond R.I. : les « révolutionnaires » ne « restent pas passifs » : ils « indiquent le sens des grandes manœuvres de la bourgeoisie » (article cité). C'est à cette lourde tâche que se sont attelés les prophètes du CCI : « privilégier l'action collective de classe et la dénonciation de toute action individualiste qui atomise toujours plus les travailleurs, c'est-à-dire en réalité dénoncer les prolétaires qui luttent dans les dures conditions d'isolement où les condamne la domination encore écrasante de l'opportunisme (immigrés, postiers, etc., tous y passent), et dénigrer le parti qui prétend ne pas attendre la révolution pour exister, participer à ces luttes même partielles tout en défendant la doctrine invariante du marxisme et le renforcement de son organisation, se battre pour la conquête d'une influence (puis de la direction) sur des franges toujours plus larges, bien qu'aujourd'hui nécessairement très réduites, de prolétaires, bref pour la préparation des conditions subjectives de la révolution, car il sait que

sans elles, comme les expériences sanglantes du passé ne l'ont que trop montré, il n'y aura jamais de victoire.

Tout en s'inclinant bien bas devant l'idée du prolétariat, les grands prêtres de la « classe dans sa totalité » montrent ainsi à quel point ils haïssent la lutte réelle des prolétaires. Tout en encensant les icônes d'une tradition d'ailleurs soumise à un tri et à des mélanges on ne peut plus éclectiques, ils montrent à quel point ils redoutent que cette tradition ne s'incarne en une force vivante, en un parti réel et agissant.

C'est peu de dire qu'ils ne préparent pas la révolution : ils lui tournent résolument le dos.

(9) Miracle qui, évidemment, ne viendra jamais. C'est contre cette conception idéaliste du cénacle de « chercheurs », de la secte, bref de l'élite, qui oppose parti et classe de même qu'elle élève des barrières étanches entre théorie et action, comme entre révolution et contre-révolution, que notre parti affirmait dans ses Thèses caractéristiques de 1951, qui constituent son acte de naissance et ses bases d'adhésion : « Ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes, qui déterminent [...] aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant » (Défense de la continuité du programme communiste, p. 190). Sur les rapports et les conditions de la « rencontre » entre parti et classe, contre la « fausse ressource de l'activisme » et contre l'immédiatisme théorique du type CCI, voir Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain, dans Programme Communiste n° 76.

Ce tract est un faux !

Journal bi-mensuel
le prolétaire
part communiste International **programme communiste**
edition drome
du n° 262
11 au 24/3/78
Commission paritaire n° 52926

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui se de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livorno, 1931) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégradation de l'Internationale, contre le traître de « solutions dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; la lutte des Fronts populaires et des blocs ; la Résistance ; la ligne officielle de répression de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec le réseau ouvrier, contre la politique opportuniste et dévotiste.

Nous publions ci-dessous une déclaration que 24 militants du P.C.F. de la circonscription de Valence-Crest-Die nous ont fait parvenir :

"Ecoeuvrés de voir HARCHAIS passer sous la table, nous adressons un appel à tous les ouvriers et les paysans de la circonscription".

UN ACCORD BACLÉ

Il s'agit du tract d'un parti qui a utilisé notre titre pour maquiller ses intérêts électoraux et appeler les électeurs de gauche et les « écologistes » à ne pas laisser passer le candidat PS de la circonscription !

Nos camarades ont pour leur part diffusé à Valence le tract central du Parti, qui a paru en éditorial du n° 262 de ce journal.

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 5 DE

il programma comunista

- Contro l'attacco su tutti i fronti alle condizioni di lavoro e di vita degli operai, azione unitaria e intransigente dell'intera classe !
- Il Pci e la « centralità operaia » : nebbia sul ruolo dirigente della classe operaia.
- Proletariato femminile e maschile : una sola lotta.
- « Teoria dei tre mondi » : sostituzione dell'epoca imperialista con l'epoca dei movimenti borghesi democratici.
- Antimilitarismo rivoluzionario.
- Germania : sciopero portuali.
- USA : sciopero minatori.
- Svizzera : sciopero alla Naville di Ginevra.
- Contro gli accordi sindacati e padroni unità nella lotta occupati e disoccupati.

Voici le sommaire du n° 12 de

El Comunista

- El PCE a la hora de la verdad : ¡Abajo el partido obrero burgués!
- En el Metal de Tarragona
- Indochina : la ruptura del equilibrio
- Olivetti en huelga
- Una mala manera de plantear las reivindicaciones inmediatas
- Canarias sobre un volcán

✱

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 12 avril et le 10 mai, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 15 avril et 29 avril.

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 7 mai et le 4 juin.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 15 avril et le 20 mai.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 30 avril et le 28 mai.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 7 mai et le 4 juin.

● A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 5 mai et le 2 juin.

● A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 6 mai et le 3 juin.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 16 avril et le 21 mai.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h, au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE :

Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1004 Lausanne

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926